

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 24 avril 2026

Nos réf. : SAU/NC/MT n° 26 - 186

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASSA ABLOY SAS

Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE

Code AIOT : 0005702086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 mars 2026 dans l'établissement ASSA ABLOY SAS implanté Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE. L'inspection a été annoncée le 04 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 04 mars 2026, l'inspection des installations classées a été informée par courriel de la préfecture d'une intervention des pompiers le 27 février 2026, accompagnés de la police nationale, sur le site exploité par la société ASSA ABLOY. Cette intervention a été menée suite à la détection d'une fuite d'azote sur le site industriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSA ABLOY SAS
- Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE
- Code AIOT : 0005702086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ASSA ABLOY AUBE ANJOU de SAINTESAVINE est dédié à la fabrication de serrures, verrous, ferme portes et cadenas pour le bâtiment.

La société appartient au groupe suédois ASSA ABLOY qui est spécialisé dans les solutions d'ouverture de portes.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Constats établis hors fiche

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare le déroulé d'évènements suivant :

- dans la journée du 26 mars 03, une livraison d'azote à eu lieu dans la cuve de 3500 kg présente sur le site ; ce type de livraison engendrant un gel de la vanne de transfert, un passage est nécessaire à posteriori pour reverrouiller cette dernière une fois réchauffée. ;
- le lendemain, lors d'une ronde menée par la société de gardiennage du site, une fuite a été observée (du fait du bruit émis et de la brume induite par la condensation de l'air), ayant aboutit à un appel des pompiers à 21h35 ; cette fuite était due au fait que la vanne n'a pas été suffisamment fermée ;
- l'intervention des pompiers a permis de refermer la vanne et de mettre un terme à la fuite.

L'exploitant déclare avoir perdu ainsi 7 % du volume de la cuve.

Lors de la visite d'inspection, il est par ailleurs constaté :

- la présence d'une cuve d'azote de 3500 kg à l'extérieur du site. Cette dernière sert à alimenter la machine de découpe au laser située dans le bâtiment le plus proche ;
- que la canalisation reliant cette cuve à la machine est couverte de glace au départ du stockage, au niveau d'une vanne de fermeture. L'exploitant justifie la présence de ce gel par la température très faible de l'azote stocké, engendrant le gel de l'eau présent dans l'air au droit du début de cette canalisation ;
- que d'autres stockages de gaz sont réalisés à proximité immédiate de cette cuve (oxygène ($3 \times 230 + 2 \times 115 = 920$ kg) ; hélium, varigon, nidron, mison et dioxyde de carbone en quantités plus faibles).

Remarques :

- *l'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant lors de la visite sur le fait que cette glace pouvait être due à une détente du gaz présent dans la canalisation au droit de la vanne, traduisant une fuite de cette dernière. L'exploitant a toutefois confirmée ultérieurement à l'inspection des installations classées, lors d'un échange sur site en date du 09 mars 2026, que cette glace n'était pas du fait d'une fuite de gaz.*
- *au vu du gaz considéré, la fuite n'a engendré aucun impact sur l'environnement. Si aucun effet hors site n'est à redouté au vu des quantités (non classées sous le régime des ICPE) et des gaz considérés, l'inspection des installations classées attire néanmoins l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'être précautionneux vis-à-vis de ces problématiques incluant des équipements sous pression dont l'avarie pourrait occasionner des risques pour le personnel situé à proximité. En particulier, ce type de fuite pourrait refroidir les récipients et les fragiliser.*

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Astreinte	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.3.1.1	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 01/04/2026, article R.512-69	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déclaré l'incident survenu sur son site conformément au code de l'environnement.

Toutefois, suite aux investigations menées sur site, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant :

- la nécessité de formaliser l'organisation de son dispositif d'astreinte afin de garantir son efficacité toute l'année ;
- la nécessité de se déplacer sur site lors d'un déplacement des services de secours afin d'accueillir et renseigner ces derniers.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2026, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11 mars 2026, l'exploitant a télétransmis une déclaration de l'incident du 27 février 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte
Prescription contrôlée : [...] Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
Constats : L'exploitant déclare que suite à la détection de la fuite, la société de gardiennage l'a appelé en personne, étant d'astreinte le jour en question. N'ayant pas répondu immédiatement, la société de gardiennage a ensuite contacté les pompiers, avant de finalement joindre le responsable HSE au téléphone. Ces derniers s'étant déplacés sur site en premier et ayant permis la fermeture de la vanne, l'exploitant n'a pas jugé pertinent de se rendre sur place. Interrogé sur l'organisation de son astreinte, l'exploitant déclare que cette dernière est assurée par lui-même et le directeur du site, sans qu'un planning ne soit clairement établi.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de se déplacer sur site lors d'un déplacement des services de secours. Ce déplacement permet aux services de secours de disposer des bonnes informations concernant le site lors de son intervention, et donc d'éviter de commettre des erreurs lors de cette dernière. Cette absence de déplacement des cadres d'astreinte a été relevée par le SDIS. Utilement, une organisation formalisée reposant sur un planning d'astreinte précis garantissant en permanence le respect de la présente prescription pourrait être mise en œuvre in situ.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective